

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU D 2

Numéros dans les séries spéciales :
155 TM-20 DE

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

RÈGLEMENT PAR IMPUTATION SUR LES INDEMNITÉS DE DOMMAGES DE GUERRE DE CERTAINES DETTES CONTRACTÉES PAR LES SINISTRÉS ENVERS L'ÉTAT.

DOCUMENTS A ANNOTER :

- Circulaire n° 663-476 du 13 novembre 1948 (B.S.T. 89 G).
- Circulaire n° 964-520 du 7 mai 1951 (B.S.T. 40 G).
- Circulaire n° 1 524-596 du 23 mai 1955 (B.S.T. 53 G).
- Instruction n° 58-130 A 7 du 30 juin 1958.

Prise en application de l'article 14 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958 qui autorise la majoration des crédits de paiement ouverts au Ministère de la Construction à concurrence du montant des versements des indemnités de dommages de guerre affectés au règlement de certaines dettes contractées par les sinistrés envers l'État, une circulaire du Ministère de la Construction n° 58-51 du 22 avril 1958, dont le texte est reproduit en annexe, a précisé la procédure à suivre par ses services pour l'exécution de ces opérations.

Cette procédure intéresse à la fois les Trésoriers-Payeurs Généraux et les Receveurs de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre appelés à prendre en recette dans leurs écritures le montant des règlements de l'espèce.

I. — Dispositions intéressant les Trésoriers-Payeurs Généraux.

La circulaire figurant en annexe prévoit notamment l'établissement de titres de recettes :

- par les Ingénieurs en chef du Génie rural, au titre du compte 6-14 « Produits divers » ligne 10 « Recettes provenant de la liquidation du compte spécial « Acquisition et rétrocession des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre (ordon-

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

TPG	ES	DE
-----	----	----

nance n° 45-873 du 24 avril 1945) » pour le montant des remboursements des attributions en nature consenties aux sinistrés agricoles qui en ont demandé l'imputation sur leur indemnité de dommages de guerre, en application de l'article 23 de l'ordonnance n° 45-2063 du 8 septembre 1945 ;

- par les Directeurs interdépartementaux du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, au titre du compte 6-14 « Produits divers » ligne 114 « Recettes à provenir de l'apurement des comptes spéciaux clos en application de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 et des lois subséquentes » pour le montant des cessions d'effets d'habillement effectuées par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, en vertu de l'article 5 du décret n° 46-1059 du 11 mai 1946 ;
- par les Directeurs départementaux du Ministère de la Construction au titre du compte 6-22 « Fonds de concours ordinaires et spéciaux » à la ligne « Recettes affectées à la Caisse Autonome de la Reconstruction » pour le règlement de la part différée des indemnités de dommages de guerre affectées au paiement du prix de cession des immeubles d'État et des immeubles préfinancés.

Les différents titres de perception, individuels ou collectifs, seront adressés aux Trésoriers-Payeurs Généraux intéressés par les ordonnateurs ci-dessus désignés.

Les Directeurs départementaux du Ministère de la Construction délivreront en outre, au profit du Trésorier-Payeur Général, des réquisitions de paiement sur le Crédit National d'un montant égal à ceux portés sur chaque titre de recette et portant référence à ces derniers documents.

Au vu des réquisitions, le Crédit National émettra des ordres de paiement qui seront adressés aux Trésoriers-Payeurs Généraux, à charge pour ces Comptables supérieurs d'en porter le montant en recettes budgétaires intéressées.

L'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux est appelée sur le fait que les rattachements de crédits, par la procédure des fonds de concours représentant le montant des indemnités de dommages de guerre affectées en paiement du prix de cession des immeubles d'État et des immeubles préfinancés, seront effectués suivant la procédure habituelle, c'est-à-dire au vu de déclarations de recettes de couleur rose. Conformément à l'instruction n° 58-86 A 7 du 22 avril 1958 sur les fonds de concours et recettes assimilées, rappelée sur ce point par l'instruction n° 58-130 A 7 du 30 juin 1958, ces déclarations de recettes doivent être adressées aux ordonnateurs secondaires du Ministère de la Construction.

Quant aux rattachements de crédits à intervenir au titre des indemnités affectées au règlement des autres dettes de sinistrés, ils seront justifiés par les seules réquisitions du paiement sur le Crédit National sans intervention des comptables directs du Trésor.

II. — Dispositions intéressant les Receveurs de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Ces dispositions concernent le règlement :

- soit de certaines attributions en nature (cheptel vif — matériel — mobiliers provenant de patrimoines allemands) ;
- soit de l'impôt de solidarité nationale dû par les sinistrés titulaires d'indemnités de dommages de guerre.

Elles n'offrent aucune particularité notable, les Receveurs se borneront à prendre en recette aux comptes budgétaires ou de séquestres intéressés le montant des versements qui seront effectués à leur compte courant postal par les soins du Crédit National.

Il est précisé que ces modalités de règlement sont celles qui ont été prévues par la circulaire de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre n° 32 du 22 novembre 1945 (chapitre VII) rappelée par circulaire de la Direction de la Comptabilité Publique n° 663-476 du 13 novembre 1948 (B.S.T. n° 89 G) relative à l'impôt de solidarité nationale.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
MARTIAL-SIMON.

MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION

Cité Administrative
Avenue du Parc-de-Passy

DIRECTION DES DOMMAGES DE GUERRE

Service Administratif et Financier

DG/F4

Annexe

à l'Instruction n° 58-180 A 7
du 24 septembre 1958

N° 58-51
du 22 août 1958

DR/ii/1
DR/rp/5
TE/be/2

LIQUIDATION DES DOSSIERS DE DOMMAGES DE GUERRE

IMPUTATION SUR LES INDEMNITÉS DE CERTAINES DETTES CONTRACTÉES PAR LES SINISTRÉS ENVERS L'ÉTAT

Circulaires abrogées par la présente circulaire : néant.

Circulaires modifiées ou complétées par la présente circulaire :

CG 155 du 23 novembre 1945
CG 510 du 19 août 1946
CG 611 du 24 octobre 1946
CG 644 du 12 novembre 1947
CG 970 du 9 septembre 1947
CG 1 037 du 27 décembre 1947
Circ. N° 50-277 du 30 décembre 1950
Circ. N° 55-84 du 3 juin 1955, modifiée et complétée par la note CTG/2 n° 4740 du 31 août 1955
Circ. N° 56- 10 du 12 janvier 1956
Circ. N° 58- 3 du 9 janvier 1958

LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION

à

MM. les PRÉFETS (pour information)

MM. les DIRECTEURS DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX (pour exécution)

La liquidation des dossiers de dommages de guerre est subordonnée dans certains cas à l'imputation demandée par les sinistrés sur leurs indemnités des sommes dont ils restent redevables, soit envers l'État, soit envers certains organismes, à la suite des opérations suivantes :

- Cession d'éléments d'exploitation agricoles effectuée, soit par le Ministère de l'Agriculture, soit par l'Administration des Domaines ;
- Cession d'effets d'habillement effectuée par le Ministère des Anciens Combattants et cession de mobiliers provenant de patrimoines allemands consentie par l'Administration des Domaines ;
- Mise en recouvrement de l'impôt de solidarité nationale ;
- Cession d'un immeuble d'État ou d'un immeuble préfinancé dont le prix a été réglé à l'aide d'une indemnité comportant une part différée ;
- Attribution d'un prêt complémentaire par le Crédit Foncier de France pour couvrir la part différée d'une indemnité provisoirement à la charge du sinistré.

Les opérations d'apurement correspondantes ne présentaient aucune difficulté lorsqu'il s'agissait d'effectuer l'imputation sur une indemnité payable en espèces ; il n'en était pas de même lorsque l'indemnité devant supporter l'imputation ne pouvait être réglée qu'en titres.

Désormais, toutes ces opérations peuvent être réalisées, puisque l'imputation peut, légalement, être effectuée sur la ligne budgétaire correspondant à la nature de l'indemnité, quel que soit le mode de règlement de cette indemnité prévu par les textes législatifs ou les règles de priorité en vigueur.

En effet, en application de l'article 14 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958, les crédits de paiement ouverts au Ministère de la Construction pour la réalisation du versement prévu en faveur de la Caisse Autonome de la Reconstruction, tels qu'ils sont définis à l'article 15 de la présente loi, sont majorés :

- « 4° Du montant des versements affectés au remboursement des avances et des attributions ou rétrocessions en nature consenties par l'État aux sinistrés ;
- » 5° Du montant de la part différée des indemnités de dommages de guerre affectées au paiement du prix de cession des immeubles construits sous le régime de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 ;
- » 6° Du montant de la part différée des indemnités de dommages de guerre qui a fait l'objet d'un prêt complémentaire par le Crédit Foncier de France, en application des articles 44 à 47 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 ;
- » 7° Du montant des versements affectés au règlement de tout ou partie de l'impôt de solidarité nationale dont certains sinistrés ont demandé l'imputation sur leurs indemnités de dommages de guerre, en application de l'article 34, paragraphe 3, de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945. »

Ces opérations n'auront aucune incidence sur le montant des crédits qui sont alloués à chaque département. En effet, elles donneront lieu à rétablissement de crédits selon la procédure exposée dans la note annexée à la lettre-circulaire DG/F6 n° 18.610 du 29 avril 1954, qui vous a déjà fourni toutes instructions notamment pour la cession des immeubles d'habitation construits par l'État et des constructions expérimentales et, en ce qui concerne les attributions d'immeubles préfinancés, par la circulaire n° 55-84 du 3 juin 1955, modifiée. Les modalités particulières du rétablissement des crédits à la suite d'un remboursement à certaines administrations sont exposées en détail dans les annexes correspondantes de la présente circulaire.

De leur côté, les sinistrés auront l'avantage de se trouver libérés de leur dette dans des conditions intéressantes puisque l'imputation s'effectuera par priorité sur la part payable en titres de leurs indemnités.

J'insiste, en conséquence, sur la nécessité de tenir compte, à l'occasion de la campagne de liquidation systématique des dossiers que vous avez dû entreprendre en application des dispositions de la circulaire n° 58-3 du 9 janvier 1958, de la possibilité qui est désormais ouverte de réaliser, selon des modalités relativement simples, les imputations demandées par les sinistrés et bien souvent jusqu'ici différées.

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution devra m'être soumise sous le timbre DG/F4 par les Directeurs des services départementaux qui devront, en outre, m'adresser trimestriellement, sous ce même timbre, un état des opérations effectuées, classées par catégories, faisant apparaître le nombre et le montant de ces opérations.

Ci-joint, en annexe, les directives concernant les modalités d'application de ce texte.

ANNEXE I. — Attributions en nature.

ANNEXE II. — Impôt de Solidarité Nationale.

ANNEXE III. — Part différée des indemnités affectées au prix de cession des immeubles d'État et des immeubles préfinancés.

Le remboursement de la part différée des indemnités antérieurement couverte par un prêt complémentaire du Crédit Foncier fera l'objet d'instructions particulières adressées, par lettre séparée, aux Directeurs des services départementaux ou Chefs de Centres de règlement intéressés.

VU 926

Le Contrôleur Financier,
M. DEFOND.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,
André JACOMET.

REMBOURSEMENT DE CERTAINES ATTRIBUTIONS EN NATURE CONSENTIES PAR L'ÉTAT AUX SINISTRÉS

Afin de faciliter la reconstitution des éléments d'exploitation sinistrés et celle du mobilier à usage familial, certaines Administrations ont procédé à des attributions en nature au profit des sinistrés qui avaient la faculté de demander l'imputation du prix de ces cessions sur leurs indemnités de dommages de guerre.

Ces attributions ont été consenties :

- a) *Par le Ministère de l'Agriculture*, au titre de l'Ordonnance n° 45-873 du 24 avril 1945 (rétrocessions en nature) prorogée par l'article 19 de l'Ordonnance n° 45-2063 du 8 septembre 1945, l'article 155 de la loi de finances du 7 octobre 1946 et l'article 6 de la loi de finances du 31 décembre 1947. Elles intéressent exclusivement des sinistrés agricoles. Leur règlement par imputation sur les indemnités de dommages de guerre dues aux prestataires a été prévu par l'article 23 de l'Ordonnance n° 45-2063 du 8 septembre 1945 ;
- b) *Par l'Administration des Domaines*, qui a procédé :
 - 1° A la cession de cheptel vif et de matériel. Ces cessions intéressent à la fois des sinistrés agricoles et des sinistrés industriels artisans ou commerçants. L'imputation du prix de cession de ces biens sur les indemnités de dommages de guerre est prévue par l'article 17 de la loi du 28 octobre 1946. Ainsi que l'a fait connaître la circulaire CG 970 du 9 septembre 1947, il a été décidé alors, en accord avec le Ministère des Finances que le Ministère de la Construction rembourserait l'Administration des Domaines de ces prix de cession, lorsque les sinistrés en adresseraient la demande expresse.
 - 2° A la cession de mobiliers provenant de patrimoines allemands. L'imputation du prix de cession de ces biens est prévue par l'article 17 de la loi du 28 octobre 1946.
- c) *Par le Ministère des Anciens Combattants*, qui a procédé à la cession d'effets d'habillement en vertu de l'article 5 du décret n° 46-1059 du 11 mai 1946, pris en application de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946.

Les modalités pratiques d'application de ces nouvelles dispositions sont exposées ci-après ; elles sont identiques quelle que soit l'Administration au profit de laquelle il convient d'effectuer le remboursement ; elles diffèrent cependant dans le détail de la procédure de rétablissement de crédits selon que l'Administration créancière a la possibilité ou non d'émettre des titres de perception.

CHAPITRE I

1 — A. — Recensement des dossiers et examen de la situation des redevables.

Il convient, si toutefois cela n'a pas encore été fait, de prendre contact avec les représentants locaux des Administrations intéressées (c'est-à-dire d'une part, le Directeur Départemental des Domaines, d'autre part, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural ou le Directeur interdépartemental des Anciens Combattants) afin de procéder avec eux à un pointage des bénéficiaires de cessions ou de retrocessions qui ne se sont pas encore libérés de leur dette, soit sur leurs deniers personnels, soit au moyen d'un prêt du Crédit agricole — mode de remboursement propre aux retrocessions en nature — soit encore par imputation sur une indemnité de dommage de guerre.

Ce pointage doit avoir pour but d'écarter, parmi les bénéficiaires en question, ceux pour lesquels il n'est pas possible de procéder à l'imputation sur dommages de guerre de la dette existante, soit qu'ils n'aient pas la qualité de sinistrés, soit qu'étant sinistrés, ils ne puissent prétendre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 et du décret du 9 août 1953, soit encore qu'il s'agisse de sinistrés ayant cédé leur droit à indemnité ou ayant perçu l'intégralité des sommes à leur revenir.

Les dossiers d'attribution correspondant à ces diverses situations devront être retournés au représentant de l'Administration créancière intéressée afin de lui permettre de recouvrer directement auprès des redevables les sommes dont ils seraient encore débiteurs.

L'ensemble des dossiers restants pourra de son côté faire l'objet de la procédure d'imputation sur dommages de guerre définie ci-après :

2 — **B. — Procédure comptable à observer pour effectuer le règlement.**

Bien que tout ou partie de certaines indemnités doive faire l'objet d'un règlement en titres en application des textes en vigueur, le remboursement aux Administrations intéressées pourra être effectué en espèce en application des dispositions de l'article 14 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958.

3 — **a) EN CAS DE RÉTROCESSION PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.**

Le règlement du prix des rétrocessions doit être effectué entre les mains du Trésorier-Payeur Général qui l'inscrira en recettes au Titre IV, ligne 10, du tableau des voies et moyens applicables au budget général : recettes provenant de la liquidation du compte spécial « acquisitions et rétrocessions des éléments essentiels du capital d'exploitation des agriculteurs éprouvés par les événements de guerre » (ordonnance n° 45-873 du 24 avril 1945).

Ces recettes devant être faites sur le vu de titres de perception délivrés par l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, les Services des dommages de guerre des Directions Départementales avertiront ce dernier avant d'opérer chaque règlement afin qu'il puisse établir le titre de perception correspondant.

Selon l'importance du nombre de cessions à régulariser, des titres de perception individuels ou collectifs pourront être établis dans les conditions suivantes :

Titres de perception individuels.

4 — Il conviendra de préparer tout d'abord, sur la base de la décision d'engagement, les réquisitions à émettre au profit du Trésorier-Payeur Général, en prévoyant pour chaque réquisition un exemplaire supplémentaire. Ces pièces seront gardées en attente (sans être signées, datées ni numérotées) et une copie en l'état des réquisitions ainsi préparées sera adressée à l'Ingénieur en Chef du Génie Rural ; cette copie qui ne sera pas une pièce comptable, n'aura que la valeur d'une fiche de renseignements.

L'ingénieur en Chef du Génie Rural établira les titres de perception individuels d'après le libellé de ces réquisitions et adressera aux Directions Départementales du Ministère de la Construction trois copies de chaque titre de perception, l'original étant transmis au Trésorier-Payeur Général.

5 — *Titres de perception collectifs.*

Tous les dossiers dont les titulaires sont justiciables du même Trésorier-Payeur Général seront groupés et il sera procédé ensuite, s'il y a lieu, à une sous-répartition selon les différentes rubriques comptables.

6 — Les décisions « B » individuelles seront établies au nom de chaque sinistré. Les réquisitions de paiement correspondantes seront établies au profit du Trésorier-Payeur Général, ces pièces seront gardées en attente (sans être signées, datées, ni numérotées) et il sera adressé à l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, une copie des réquisitions ainsi préparées et groupées comme exposé à l'alinéa ci-dessus. Chaque groupe de réquisitions sera accompagné d'un état détaillé conforme au modèle ci-joint. C'est au vu de cet état que l'Ingénieur en Chef du Génie Rural établira les titres de perception collectifs dont il adressera trois copies aux Directeurs des Services départementaux l'original étant transmis par ses soins au Trésorier-Payeur Général.

7 — *Dispositions communes.*

Qu'il s'agisse de titres de perception individuels ou collectifs, au reçu des trois copies de ce titre les décisions et les réquisitions correspondantes seront signées, datées et numérotées, les réquisitions devront comporter l'indication du numéro et de la date du titre de perception.

Les décisions « B » seront notifiées au sinistré. Il sera adressé au Trésorier-Payeur Général une copie des titres de perception complétée par l'indication, sur le titre individuel ou sur l'état annexé au titre collectif, du numéro des réquisitions correspondantes.

L'envoi des pièces au Crédit National sera effectué par bordereaux spéciaux portant en surcharge la mention apparente « REMBOURSEMENT DONNANT LIEU A RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS ». Un même bordereau comptable pourra comporter plusieurs titres de perception collectifs concernant la même rubrique comptable.

Les demandes de rétablissement de crédits accompagnées, le cas échéant, de l'état détaillé conforme au modèle n° 1 ci-joint, seront adressées à l'Administration Centrale sous le timbre DG/F5.

Il demeure entendu, ainsi que l'a précisé la lettre DG/F6 n° 18.610 du 20 avril 1954, que les majorations de crédits ne doivent être passées dans la comptabilité qu'au moment où les Directions Départementales en reçoivent la notification par le bureau DG/F5 de l'Administration Centrale.

b) EN CAS DE CESSIONS PAR L'ADMINISTRATION DES DOMAINES.

- 8 — L'Administration des Domaines n'émettant pas de titre de perception, les Directions Départementales émettront directement les réquisitions de paiement au profit des Receveurs des Domaines intéressés et en effectueront l'envoi au Crédit National dans les mêmes conditions que ci-dessus, paragraphe 7. Les demandes de rétablissement de crédits seront adressées à l'Administration Centrale sous le timbre DG/F5.

9 — **c) EN CAS DE CESSIONS PAR LE MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.**

Il sera procédé de la manière exposée au paragraphe 5 de la page 3 de la circulaire 50-277 du 30 décembre 1950, publiée sous le double timbre du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre et du Ministère de la Construction qui précise la procédure selon laquelle le remboursement doit intervenir.

Les réquisitions à émettre au profit du Trésorier-Payeur Général seront gardées en attente par les services des Directions Départementales (sans être signées, datées ni numérotées). Il sera adressé au Directeur Départemental du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre une copie en l'état des réquisitions ainsi préparées.

Le Directeur établira les titres de perception d'après le libellé de ces réquisitions et adressera aux Directions Départementales trois copies de chaque titre de perception, l'original étant transmis au Trésorier-Payeur Général. Il sera procédé ensuite de la manière indiquée au chapitre I - B, § 7 - relative aux rétrocessions effectuées par le Ministère de l'Agriculture.

- 10 — Il sera adressé au sinistré un rectificatif de l'avis de règlement qui lui a été antérieurement envoyé, afin de lui indiquer qu'une partie de l'indemnité a fait l'objet d'un règlement direct pour son compte, au Ministère des Anciens Combattants en règlement de sa dette.

CHAPITRE II

Liquidation des dossiers.

- 11 — Lors de l'imputation du prix des rétrocessions ou des cessions sur les créances de dommages de guerre, trois hypothèses sont susceptibles de se présenter :

- a) *L'imputation éteint entièrement la créance du sinistré.*
L'indemnité de dommages de guerre se trouve alors soldée.
- b) *Le prix des biens cédés est supérieur au montant de l'indemnité ou de la fraction d'indemnité restant due au sinistré.*

Dans ce cas, les services des Directions Départementales devront avertir, soit l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, soit le Directeur Départemental des Domaines, soit le Délégué du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, qu'ils ne peuvent effectuer qu'un règlement partiel des prestations et qu'il ne devra poursuivre directement auprès de l'intéressé le recouvrement du solde de sa dette.

12 — Dans tous les cas, le sinistré sera informé des opérations faites pour son compte.

ÉTAT DÉTAILLÉ DES RÉQUISITIONS
COMPRISES DANS LE TITRE DE PERCEPTION N°
DU

Ligne de recettes :.....

Nom et prénoms du sinistré	Situation du bien sinistré	Numéro de la réquisition	Montant de la réquisition	
			Remboursement total	Remboursement partiel
		TOTAUX		
		TOTAL GÉNÉRAL.		

IMPOT DE SOLIDARITÉ NATIONALE

- 1 — Les Directeurs des services départementaux ont été saisis par les sinistrés d'un grand nombre de demandes d'imputation sur leurs indemnités de dommages de guerre de l'impôt de solidarité nationale en application de l'ordonnance n° 45-1820 du 15 août 1945.

En cette matière, deux principes généraux doivent être appliqués :

1° L'application des dispositions de l'ordonnance précitée ne doit pas avoir pour effet de réduire le volume des reconstitutions et ces dispositions doivent être combinées avec celles de l'article 15, de la loi du 28 octobre 1946 ; le sinistré est, par conséquent, tenu de présenter des justifications d'emploi pour un montant au moins égal à celui de l'indemnité.

L'imputation de l'impôt de solidarité nationale s'analyse donc comme un simple délai accordé au sinistré qui doit faire un apport personnel correspondant au montant de l'impôt. C'est la raison pour laquelle les instructions précédentes ont prescrit de procéder au remboursement des services de l'Enregistrement lors du règlement du dernier acompte à valoir sur l'indemnité, c'est-à-dire au moment où le sinistré a pratiquement achevé la reconstitution de son bien. Ce principe a d'ailleurs été confirmé par la Jurisprudence (Sieur EUDELIN, Commission supérieure de Cassation des dommages de guerre, 8 juillet 1957).

2° Lorsqu'un sinistré redevable de l'impôt de solidarité nationale était titulaire de plusieurs dossiers de dommages de guerre dans un ou plusieurs départements, il devait normalement préciser, sur la demande d'imputation adressée au bureau de l'Enregistrement compétent, que cette imputation devait porter sur une indemnité déterminée sur plusieurs indemnités ou sur toutes les indemnités dont il était titulaire.

En conséquence, les Directeurs des services départementaux doivent, lorsque l'état d'avancement de la reconstitution le permet, effectuer l'imputation conformément aux indications portées sur les demandes qui figurent dans les dossiers de dommages de guerre. Il se peut que certains sinistrés aient intérêt à demander que l'imputation de l'impôt de solidarité nationale soit effectuée d'une manière différente de celle figurant sur leur demande initiale. Les Directeurs des services départementaux ne sont pas habilités à donner suite à de telles demandes qu'avec l'accord du bureau de l'Enregistrement compétent.

- 2 — L'état d'avancement de la reconstruction provoque une augmentation croissante du nombre des dossiers de toute nature dans lesquels le dernier règlement doit être effectué au profit du Service de l'Enregistrement en paiement de l'impôt de solidarité nationale dont le sinistré demeure redevable.

La circulaire CG 510 du 19 août 1946 a précisé les règles générales à appliquer pour effectuer cette imputation et des instructions ont été envoyées directement à certains Directeurs des services départementaux pour leur permettre de résoudre les difficultés particulières présentées par certains cas d'espèce. Enfin, la circulaire n° 56-10 du 12 janvier 1956 a donné des instructions pour effectuer l'imputation de l'impôt de solidarité nationale sur une indemnité mobilière.

Cependant, certaines difficultés subsistent lorsqu'il s'agit d'effectuer l'imputation sur une indemnité payable en titres.

La présente annexe fixe la procédure à appliquer en matière de remboursement de l'impôt de solidarité, elle reprend les instructions antérieurement données à l'occasion de cas particuliers en les adaptant compte tenu des nouvelles dispositions de l'article 14 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958.

A. — Règlement de l'indemnité.

- 3 — I. — L'INDEMNITÉ EST PAYABLE TOTALEMENT EN ESPÈCES.

Aucun problème ne se pose, l'imputation a lieu sur le dernier règlement dans les conditions prévues à la circulaire CG. 510 du 19 août 1946.

4 — II. — L'INDEMNITÉ EST PAYABLE ENTIÈREMENT EN TITRES.

Soit en application des règles de priorité, soit en application d'un texte législatif (art. 10 de la loi du 31 décembre 1953, décret n° 53-717 du 9 août 1953, décret n° 54-958 du 14 septembre 1954).

Les instructions antérieures données, soit à l'occasion d'affaires particulières, soit en annexe à la circulaire n° 56-10 du 12 janvier 1956, concernant les seules indemnités mobilières, ont prescrit de différer jusqu'à réception d'instructions ultérieures le remboursement au Service de l'Enregistrement de tout ou partie de l'impôt de solidarité qui doit être imputé sur une indemnité payable en titres, aux termes de ces instructions. Il convenait de procéder à la délivrance des titres au profit du sinistré et, le cas échéant, au paiement en espèces du « rompu », déduction faite d'une somme égale, au franc près, au montant de l'impôt dû.

Ces situations seront régularisées de la façon suivante :

Il sera établi au profit du sinistré une décision « B » d'engagement sur les crédits « espèces » du montant de la somme qui avait été réservée. Cette décision « B » sera notifiée au sinistré. Elle sera accompagnée d'une réquisition de paiement « espèces » de même montant émise au profit du Receveur de l'Enregistrement intéressé qui est celui qui a reçu la demande d'imputation figurant au dossier.

5 — III. — L'INDEMNITÉ EST PAYABLE POUR PARTIE EN ESPÈCES ET POUR PARTIE EN TITRES.

L'imputation est effectuée sur la partie « titres » et, dans la mesure où celle-ci est insuffisante, poursuivie sur la partie « espèces », à concurrence du reliquat d'impôt restant à régler.

Trois hypothèses peuvent se présenter :

a) *Il avait été réservé au franc près, sur la partie payable en titres, une somme égale au montant de l'impôt dû.*

Il sera alors procédé comme indiqué au paragraphe 4 ci-dessus.

b) *Le montant de l'impôt est inférieur à celui de l'indemnité restant à payer en titres.*

Il sera établi simultanément :

— Décision « B » sur les crédits « espèces » du montant de l'impôt dû, accompagnée d'une réquisition de paiement établie au profit du Receveur de l'Enregistrement intéressé, comme indiqué au paragraphe 4 ci-dessus ;

— Une décision « B » sur les crédits « titres » du montant du règlement en titres restant à effectuer, accompagnée d'une réquisition d'émission de même montant, établie au profit du sinistré.

c) *Le montant de l'impôt dû est supérieur à celui de l'indemnité restant à payer en titres :*

Il sera procédé à l'imputation sur la partie « titres » de l'indemnité comme indiqué au paragraphe 4, l'imputation sera poursuivie sur la partie « espèces ». La décision « B » sera accompagnée de deux réquisitions de paiement, l'une du montant de l'impôt au profit du Receveur de l'Enregistrement, l'autre pour le solde de l'indemnité au profit du sinistré.

Dans l'hypothèse où l'imputation ne pourra être effectuée en totalité, il conviendra d'aviser le Receveur de l'Enregistrement en lui faisant connaître le montant du reliquat d'impôt dû par le sinistré, ce dernier sera en outre informé qu'il doit s'acquitter de sa dette immédiatement et directement auprès du Receveur de l'Enregistrement.

6 — IV. — CAS PARTICULIER DE L'ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITÉ D'ÉVICTION.

Lorsque l'imputation de l'impôt de solidarité a été demandée par un sinistré qui sollicite le bénéfice de l'indemnité d'éviction, soit sous forme de titres, soit sous forme de rente viagère, la somme à imputer doit être déduite, non du montant de l'indemnité de reconstitution servant de base au calcul de l'indemnité d'éviction, mais du montant de l'indemnité d'éviction calculé dans les conditions habituelles.

Quel que soit le mode de règlement de l'indemnité d'éviction choisi par le sinistré, le remboursement de l'impôt de solidarité effectué pour son compte doit être réalisé par imputation sur les crédits ouverts pour le règlement des indemnités d'éviction sous forme de rente viagère.

En conséquence, dans le cas d'un règlement de l'indemnité d'éviction sous forme de titres nominatifs, il conviendra d'ouvrir deux comptes, l'un sur la ligne « rente viagère », l'autre sur la ligne « titres ».

Sur le compte « rente viagère », il sera pris une décision « B » d'un montant égal au montant de l'impôt dû. Il sera ensuite émis une réquisition de paiement en espèces au nom du Receveur de l'Enregistrement, également sur la ligne « rente viagère ».

Le solde de l'indemnité d'éviction, après déduction de l'impôt, fera l'objet d'une autre décision prise sur la ligne « titres » et donnera lieu à la délivrance de titres suivant les règles habituelles.

7 — V. — DISPOSITIONS DIVERSES.

a) Avant d'effectuer tout remboursement d'impôt — ou de fraction d'impôt — de solidarité nationale, les Directeurs des services départementaux doivent, dans tous les cas, s'assurer auprès du Service de l'Enregistrement qui a reçu la demande d'imputation figurant au dossier que le sinistré ne s'est pas libéré directement, en tout ou partie, de sa dette, ou que celle-ci n'a pas déjà fait l'objet d'un remboursement, total ou partiel, par un autre service départemental.

8 — b) En cas de pluralité de dossiers et lorsque le sinistré n'a pas localisé sa demande d'imputation sur une indemnité déterminée, l'imputation doit jouer conformément à la réglementation en vigueur, sur le dernier règlement afférent à chaque dossier, au fur et à mesure de sa liquidation.

Dans ce cas, l'imputation sera effectuée sur le premier dossier à régler et poursuivie, le cas échéant, au fur et à mesure de leur règlement, sur les autres dossiers détenus par chaque Directeur des services départementaux ou Chef de centre intéressé.

Si les autres dossiers sont détenus par un ou plusieurs autres Directeurs des services départementaux ou Chefs de centres de règlement, les services de la Direction départementale qui envisagent d'effectuer le dernier règlement pour solder l'indemnité signalent aux autres Directeurs ou Chefs de centres de règlement intéressés, soit que l'imputation est réalisée, soit qu'il reste un solde qu'il leur appartiendra de rembourser au Receveur de l'Enregistrement qui a reçu la demande d'imputation lors du dernier règlement des dossiers qu'ils détiennent.

9 — c) Lorsque le sinistré avait demandé la localisation sur une indemnité déterminée, de l'imputation de son impôt de solidarité et que l'indemnité a été soldée sans que le remboursement ait été fait, elle peut être effectuée sur la ou les indemnité (s) restant à régler avec l'accord préalable du bureau de l'Enregistrement et du sinistré.

10 — d) Les décisions notifiées aux sinistrés comporteront un papillon sur lequel il sera indiqué le montant des sommes payées en son nom au Receveur de l'Enregistrement en règlement de tout ou partie de l'impôt de solidarité dont ils étaient redevables.

Si l'impôt est imputé sur une indemnité mobilière, il sera adressé aux sinistrés un rectificatif de leur avis de règlement mentionnant les paiements faits au profit du Receveur de l'Enregistrement.

11 — e) Les Receveurs de l'Enregistrement n'émettant pas de titres de perception, les Directions départementales émettront directement à leur profit des réquisitions de paiement et en effectueront l'envoi au Crédit National dans les conditions habituelles.

Les décisions, les réquisitions et leurs bordereaux seront du modèle habituel, mais porteront les mentions très apparentes « Remboursement de l'impôt de solidarité nationale donnant lieu à rétablissement de crédits ».

La réquisition portera, en outre, les mentions ci-après :

« Remboursement pour le compte de :

« Déclaration n° (figurant sur la demande d'imputation).

12 — f) Les demandes de rétablissement de crédits seront adressées à l'Administration Centrale sous le timbre DG/F5.

B. — Vente du droit à l'indemnité.

- 13 —** Un sinistré qui cède (avec l'autorisation prévue à l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946), soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, le droit à indemnité sur lequel il avait demandé l'imputation de l'impôt de solidarité dont il est redevable, perd, du fait de cette cession, toute possibilité d'imputation.

Il convient, dans tous les cas de cession d'aviser le Receveur de l'Enregistrement dès que l'autorisation de mutation est notifiée au sinistré que ce dernier ne peut plus prétendre à l'imputation.

Le sinistré doit alors s'acquitter immédiatement et directement auprès du Service de l'Enregistrement de la totalité de son impôt de solidarité augmentée des intérêts, moratoires prévus à l'article 34, paragraphe 3, deuxième alinéa, de l'ordonnance du 15 août 1945.

Le sinistré et le Receveur de l'Enregistrement seront informés simultanément de cette conséquence.

- 14 —** En cas de pluralité de dossiers et lorsque le sinistré n'a pas localisé sa demande d'imputation sur une indemnité déterminée, l'imputation est reportée de plein droit sur les autres indemnités restant dans le patrimoine du débiteur de l'impôt.

Le Receveur de l'Enregistrement sera informé cependant qu'en raison de la vente de ce droit, l'imputation demandée ne pourra plus s'effectuer que sur le montant des autres indemnités dont l'évaluation provisoire ou définitive lui sera indiquée, dans la mesure où les autres dossiers sont détenus par la même Direction départementale ou le même Centre de règlement.

S'il n'en est pas ainsi, le Directeur des services départementaux ou le Chef du centre de règlement intéressé avertit son (ou ses) collègue (s) dans la circonscription du (ou desquels) le sinistré a déposé d'autres dossiers, que ce dernier a cédé le droit à indemnité dont il était titulaire dans son département ou dans les départements rattachés à son Centre et, qu'en conséquence, l'imputation devra jouer sur le montant du dernier règlement de chaque dossier au fur et à mesure de la liquidation de chacun d'eux.

Le Receveur de l'Enregistrement est également prévenu comme il est prévu ci-dessus.

L'application des instructions contenues dans la présente annexe va provoquer une accélération sensible du remboursement de l'impôt de solidarité nationale dont l'imputation avait été demandée par les redevables sur leurs indemnités de dommages de guerre.

Il est donc apparu opportun de procéder à un recensement, dans chaque bureau de l'Enregistrement, de la situation des débiteurs qui ne se seraient pas encore entièrement libérés.

A cet effet, la Direction Générale des Impôts (Service de l'Enregistrement) met au point, actuellement, en liaison avec la Direction des dommages de guerre, un système de contrôle.

Les Directeurs des services départementaux recevront prochainement des bureaux de l'Enregistrement intéressés une demande de renseignements pour chaque affaire ayant donné lieu à une demande d'imputation (sauf, le cas échéant, pour les affaires dont la situation, à cet égard, serait connue de l'administration fiscale).

L'attention des Directeurs des services départementaux est appelée d'ores et déjà sur l'importance que présentent, pour les services de l'Enregistrement, les renseignements demandés.

Toutefois, les opérations prévues à la présente annexe seront effectuées sans attendre la réception de cet imprimé.

ANNEXE III
à la circulaire n° 58-11
du 22 août 1958.

RÈGLEMENT DE LA PART DIFFÉRÉE DES INDEMNITÉS AFFECTÉES AU PAIEMENT DU PRIX DE CESSIION DES IMMEUBLES D'ÉTAT ET DES IMMEUBLES PRÉFINANCÉS

Les dispositions de l'article 10 de la loi n° 53-1324 du 31 décembre 1953 permettent de régler sous forme de titres de la Caisse Autonome de la Reconstruction, à la demande des sinistrés, la part de leurs indemnités de dommages de guerre dont le paiement était antérieurement différé en application de l'article 4 modifié de la loi du 28 octobre 1946. Ces dispositions ont rendu caduque la clause des conventions portant cession des immeubles préfinancés (ou des immeubles d'État) imposant aux acquéreurs sinistrés le versement d'un intérêt de 2 % sur le montant de cette part différée affectée au règlement du prix de cession.

Les Directeurs des services départementaux ont donc été invités, par lettre-circulaire CT/J1 n° 31.516 du 14 mai 1956, à cesser d'émettre dès réception de cette lettre des titres de perception en vue du recouvrement des intérêts.

Cependant, la part différée des indemnités affectées au règlement du prix de cession d'un immeuble d'État (ou d'un immeuble préfinancé) n'a pu, jusqu'à ce jour, être versée au compte spécial qui a supporté la dépense correspondante, en raison de l'impossibilité d'effectuer des règlements en titres au profit de ce compte spécial.

En application de l'article 14 de la loi n° 58-336 du 29 mars 1958, il est désormais possible de régulariser ces opérations et les directives à appliquer pour rembourser en espèces au compte spécial intéressé la part différée des indemnités réglées par anticipation au sinistré du fait de la remise de l'immeuble à celui-ci, sont exposées ci-après :

I. — Principe.

Il s'agit de rembourser des dépenses exposées antérieurement sur les crédits du compte 12-46. On distinguera selon que les cessions intéressent des immeubles d'État et des immeubles expérimentaux ou des immeubles préfinancés.

II. — Modalités pratiques.

a) IMMEUBLES D'ÉTAT ET IMMEUBLES EXPÉRIMENTAUX.

Le remboursement donnera lieu à l'émission de réquisitions de paiement établies au profit du Trésorier-Payeur Général qui, au vu d'un titre de perception, dressé par les Services des Directions départementales du Ministère de la Construction, en portera le montant au crédit du compte spécial de recettes 6-22 « Fonds de concours ordinaires et spéciaux » à la ligne « Recettes affectées à la Caisse Autonome de la Reconstruction ». De plus, ce remboursement donnera lieu à rétablissement de crédits.

Il sera procédé au recensement de tous les dossiers de cessions définitives comportant une soulte correspondant à la part différée de l'indemnité du sinistré affectée au règlement du prix de cession.

La décision « B » d'engagement, établie au non du sinistré, sera prise sur les crédits « espèces ». Elle sera notifiée au sinistré qui, par un papillon collé sur cette décision, sera informé du règlement fait pour son compte au Trésorier-Payeur Général, en remboursement de la part différée de son indemnité.

La réquisition de paiement du modèle habituel sera établie au profit du Trésorier-Payeur Général ; elle devra indiquer le numéro et la date du titre de perception auquel elle se rapporte. Elle devra, en outre, porter en surcharge la mention très apparente « REMBOURSEMENT DONNANT LIEU A RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS ».

Les réquisitions seront rassemblées sur des bordereaux spéciaux, particuliers à chaque rubrique comptable et portant, en plus des indications habituelles, la même mention en surcharge que chacune des réquisitions.

Lorsque plusieurs réquisitions concerneront le même Trésorier-Payeur Général et la même ligne du compte spécial 6-22, un titre de perception collectif sera émis pour l'ensemble de la ligne considérée.

A chaque titre de perception collectif devra être annexé un état détaillé conforme au modèle ci-joint faisant apparaître les nom et prénom du sinistré acquéreur, la situation de l'immeuble — ou de la fraction de l'immeuble — acquis ainsi que le numéro des réquisitions auxquelles le titre se rapporte. Cette dernière indication devra être portée dans la colonne « Remboursement total » si le versement considéré solde le prix de cession, dans le cas contraire, elle sera portée dans la colonne « Remboursement partiel ».

Les demandes globales de rétablissement de crédits devront être expédiées à l'Administration Centrale sous le timbre DG/F5 lors de l'envoi des réquisitions, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre circulaire n° 18.610 du 29 avril 1954.

b) IMMEUBLES PRÉFINANCÉS.

Il sera procédé au recensement dans les termes prévus au paragraphe a) ci-dessus.

On appliquera les dispositions comptables prévues par la circulaire n° 55-84 du 3 juin 1955, modifiée par la note CTG/2 4.740 du 31 août 1955.

Département

MODÈLE

ÉTAT DÉTAILLÉ DES RÉQUISITIONS
COMPRISES DANS LE TITRE DE PERCEPTION N°

DU

Ligne de recettes :

Nom et prénoms du sinistré	Situation de l'immeuble acquis	Numéro de la réquisition	Montant de la réquisition	
			Remboursement total	Remboursement partiel
		TOTAUX		
		TOTAL GÉNÉRAL .		